

3€

regards

N°45/NOVEMBRE 2014



**ALLIANCE
EELV-FRONT DE GAUCHE
UNE BONNE
IDÉE ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoit Borrits, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot, Catherine Tricot,
Laura Raim, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°45

p.4 Autoportrait

Karl Marx

p.8 Dossier

Alliance EELV - Front de Gauche, une bonne idée ?

p.26 Christophe Guilluy

La gauche dans le piège de Guilluy

p.36 Les socialistes affligés

« Hollande a quitté le camp de la gauche » Entretien croisé entre Liêm Hoang-Ngoc et Philippe Marlière

Euthanasier le Parti Socialiste pendant qu'il bouge encore

Tout a été dit ou presque sur la mue libérale du quinquennat Hollande. Cette évolution, parce qu'elle est une rupture avec toute l'histoire de la gauche française, se traduit par de multiples déflagrations. Hier encore, champion toute catégorie des élections locales, le Parti Socialiste vogue désormais de déroutés en désastres, abandonné par son électorat. Avec les municipales, le PS a perdu la moitié de ses élus passant de 60 000 à 30 000 selon les chiffres de la Fédération Nationale des élus socialistes et républicains (FNSER) elle-même. Depuis, le Sénat a été perdu et les prochaines élections Départementales de mars 2015 et les Régionales de 2016 devraient encore amplifier cette situation.

Abandonné par ses électeurs, le Parti Socialiste est aussi déserté par ses militants. Les chiffres sont évidemment secrets, mais au 31 juillet 2014 c'est une baisse de 60% des cotisations des militants qui a été constatée par rapport à ce qui était prévu. Depuis cette date, la composition du gouvernement Valls 2, l'affaire Thévenoud, la gestion calamiteuse de la mort de Rémy Fraisse n'ont pu qu'aliéner de nouvelles franges de militants au PS. Le nombre de cartes est probablement désormais inférieur à 100 000, et les militants qui restent hésitent à arpenter les marchés, le masochisme trouve parfois ses limites.

IMPASSE DES FRONDEURS

Ce bilan calamiteux a généré une « fronde » d'une partie du groupe parlementaire socialiste qui n'est pas banale et même inconnue dans le parti majoritaire sous la cinquième République. Elle démontre une nouvelle fois le chaos créatif du quinquennat Hollande. Pourtant, stabilisée autour d'une quarantaine de parlementaires spécialisés dans l'abstention celle-ci atteint désormais ses limites. Les principaux intéressés le reconnaissent eux-même dans les couloirs. Incapable d'infléchir, même modestement, la politique gouvernementale cette rébellion se heurte au socle des députés loyalistes qui, au final, entérinent la politique de l'exécutif. Non par peur d'une dissolution, tous savent bien que les chances de réélection seront bien maigres en 2017,

mais par adhésion à la politique gouvernementale ou à minima par incapacité à produire une autre orientation. Les discussions internes au Parti Socialiste sur le pacte de stabilité au printemps avaient montré l'étendue de la panne idéologique : pour certains il s'agissait de promouvoir une austérité « soft » en ramenant les économies budgétaires de 50 à 30 milliards, pour d'autres, membres des courants gauches il fallait mettre en avant une impossible politique de relance keynésienne.

Les frondeurs sont désormais face à un choix difficile : la rupture avec leur parti ou la reddition. Certains se saisiront peut-être de la perspective du congrès de juin 2015 pour livrer un baroud d'honneur, c'est une bataille perdue d'avance. L'existence d'un espace politique pour la gauche modérée social-démocrate continuera probablement à subsister, mais celui-ci ne peut désormais plus s'incarner au travers du Parti Socialiste.

ABSENCE DE POLARISATION À GAUCHE

L'effondrement du PS n'a généré aucune polarisation sur sa gauche, ni dans les luttes, ni dans les urnes. La Grèce, l'Espagne ont connu de très fortes mobilisations sociales et connaissent avec Syriza et Podemos un débouché politique potentiellement majoritaire, ce n'est pas le cas en France, c'est sans doute le principal problème que doit relever une gauche de transformation qui n'a pas renoncé à son projet émancipateur, à son combat pour l'égalité. Ce constat d'atonie sociale ne vaut ni explication, encore moins justification car le mécontentement, l'exaspération sociale sont pourtant là. Prisonnières de leurs vieux schémas, de leurs alliances traditionnelles ou adeptes de la marginalité politique choisie, les organisations à la gauche du PS ont été incapables de capitaliser le rejet de la politique gouvernementale. C'est au contraire le Front National qui semble y parvenir, un peu comme le mouvement cinq étoiles en Italie mais dans une version autrement dangereuse.

Séparément, ni le Front de Gauche, ni les écologistes ne peuvent devenir à eux seuls le point de cristallisation d'un renouveau politique. Le Front de Gauche a raté sa mue après l'élection présidentielle de 2012. Fort du score de Jean-Luc Mélenchon, il aurait pu essayer de se déployer, de s'inventer un avenir qui dépasse le cartel électoral pour engranger les aspirations qu'il avait fait naître au cours de la campagne présidentielle. Il en a été incapable. Pour bien des raisons, de fond comme de forme, une occasion a été manquée, elle ne se représentera pas. De leurs côtés les écologistes extrêmement divisés politiquement apparaissent largement étranger à la question sociale qui pourtant mine en profondeur ce pays.

ACHEVER LE PARTI SOCIALISTE

Paradoxalement, la chance pour un projet émancipateur réside dans la quasi certitude qu'il n'y aura pas de candidat de gauche au second tour de la présidentielle de 2017. Le piège du vote utile dont le PS a usé et abusé tout au long de ces dernières années s'est refermé sur lui. Désormais, envoyer un candidat du PS au second tour, c'est assurer l'élection d'une Marine Le Pen. Bien sûr, cela révèle le caractère très dégradé des rapports de force politiques mais cela peut aussi permettre de délaisser les petits calculs électoraux à courte vue au profit de l'indispensable reconstruction.

Cela suppose d'en finir avec les douces rêveries qui relèvent de paradis artificiels. Non, il n'existe pas aujourd'hui de majorité parlementaire pour mener une vraie politique de gauche, c'est un fait. La direction du PCF, tel le Lapin Blanc de Lewis Carroll, toujours en retard, semble parfois courir après une telle chimère. Elle fait fausse route. Les écologistes qui sont sortis du gouvernement envoient des signaux contradictoires et restent au milieu du gué. Rassembler tout ou partie des courants qui s'opposent à la politique de François Hollande pour créer une coalition qui d'emblée soit en mesure de dépasser le Parti Socialiste est l'enjeu de l'heure. Relégué au second rang, celui-ci tel le PASOK entamerait sa crise terminale. Un tel regroupement n'ouvrirait pas simplement un espace électoral mais serait aussi un formidable encouragement pour les mobilisations sociales en dessinant les contours d'une alternative possible et permettrait d'agréger des forces disponibles au sein de la société civile. Ne nous cachons pas que les obstacles à une telle orientation sont nombreux : désaccords souvent solides et différences de cultures importantes. Mais la conscience qu'à situation exceptionnelle, il faut des réponses qui rompent avec les pratiques routinières fait son chemin. Des espaces d'échanges, de débats qui dépassent les frontières habituelles existent et se développent. Il faut maintenant qu'elle se concrétisent.

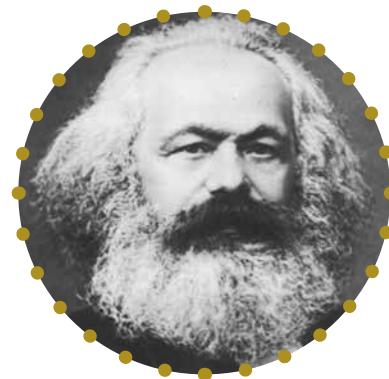
Le PS est à l'agonie ? Il est temps de l'achever.

← GUILLAUME LIÉGARD



Karl Marx

répond au questionnaire de Proust



Votre vertu préférée

La simplicité.

Votre vertu préférée chez un homme

La force.

Votre vertu préférée chez une femme

La faiblesse.

Votre trait caractéristique principale

La ténacité.

Votre idée du bonheur

Combattre.

Votre idée du malheur

La soumission.

Le défaut que vous pardonnez le plus

La crédulité.

Le défaut que vous détestez le plus

La servilité.

Votre aversion

Martin Tupper¹

Occupation favorite

Dévorer des livres.

Poète favori

Shakespeare, Eschyle, Goethe.

Prosateur favori

Diderot.

Héros favori

Spartacus, Kepler.

Héroïne favorite

Marguerite.

Fleur favorite

Le Daphné.

Couleur favorite

Le rouge.

Nom favori

Laura, Jenny.

Plat favori

Le poisson.

Maxime favorite

Rien de ce qui est humain m'est étranger [Nihil humani a me alienum puto.

Devise favorite

Douter de toute chose [De omnibus dubitandum]»

(1) Auteur victorien populaire



**ALLIANCE
EELV
FRONT
DE GAUCHE
UNE BONNE
IDÉE ?**

Front de Gauche et écologistes peuvent-ils faire alliage ?

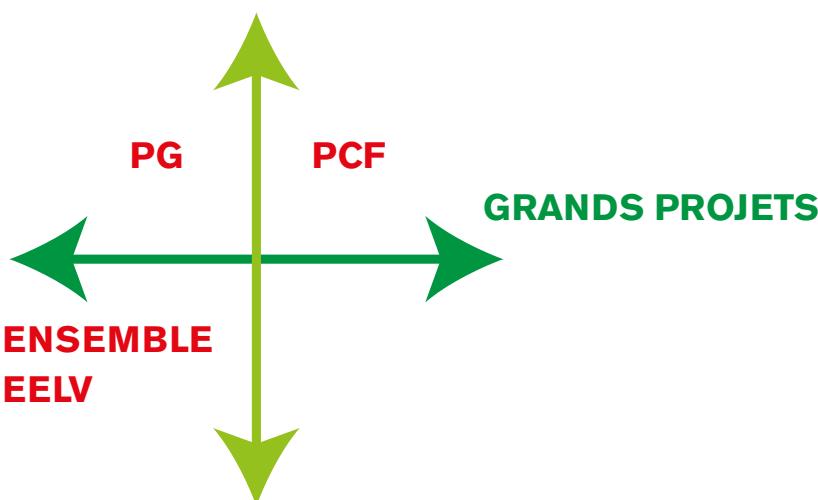
Après la victoire EELV/PG à Grenoble, la réalisation d'une liste commune aux sénatoriales (p19), les réunions communes Front de Gauche et EELV se multiplient. Les militants de plus en plus nombreux demandent un rapprochement des forces d'alternative (pages 14 à 17). Les sujets de divergences ne manquent pas mais les distances entre forces politiques varient (cf schémas). Positions de Danielle Simonet (PG) et Sergio Coronado (EELV). Le point sur les chances d'aboutir d'une alliance EELV/FdG.

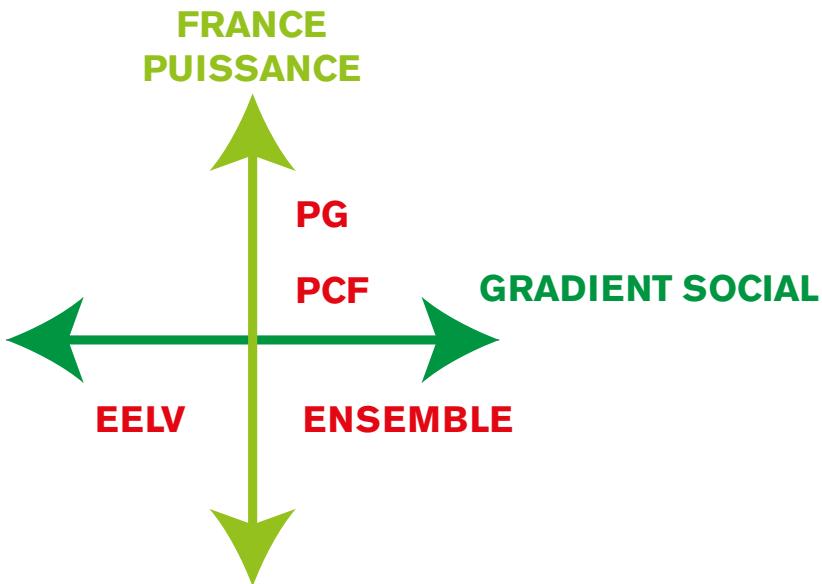
Les effets de la politique de François Hollande nourrissent une crise sans précédent au sein du Parti Socialiste. Par ricochet, ils ouvrent aussi un large débat de redéfinition stratégique pour l'ensemble des autres organisations de gauche. La référence à la gauche a-t-elle encore un sens ? Les alliances avec le PS sont-elles encore possibles au premier, au second tour ? Et si tel n'est plus le cas, quelle stratégie majoritaire si ce n'est immédiate au moins de moyen terme ? Toutes ces questions traversent peu ou prou chaque courant politique à l'aune de son histoire, de sa culture.

Dans le cadre de ces interrogations, l'hypothèse d'un regroupement incluant tout à la fois EELV et les organisations du Front de Gauche est

apparu comme une perspective prometteuse. Le premier, dès avant les élections municipales et alors même que les écologistes étaient encore au gouvernement, Jean-Luc Mélenchon a mis en avant cette possibilité. Celle-ci a d'ailleurs trouvé une concrétisation pratique dans quelques grandes villes comme Rennes, Nîmes et bien sûr Grenoble conquise sur le Parti Socialiste. Signe que ces alliances ne coulent pas de source, à Rennes et à Grenoble, par exemple, le Parti Communiste a fait le choix de maintenir son accord traditionnel avec le Parti Socialiste ce qui bien évidemment a été une source de tensions au sein du Front de Gauche. Et que dire de l'alliance entre l'UMP et EELV emmenée par Alain Lipietz pour faire chuter la mairie PCF de Villejuif ?

NUCLÉAIRE (CIVIL ET MILITAIRE)





Au delà des traces profondes que ces expériences génèrent pour les équipes locales, il faut y voir la manifestation que cette alliance ne va pas de soi et qu'elle suppose des clarifications politiques nombreuses. Les problèmes sur le nucléaire sont connus, ceux relatifs à des grands projets comme Notre-Dame-des-Landes sont loin d'être facile à surmonter. Mais constatons que la principale difficulté, la participation gouvernementale, a été levée à l'issue des élections municipales avec le départ de Cécile Dufflot et Pascal Canfin. Depuis EELV semble tiraillé entre divers options, pas moins de cinq : La plus marginale, incarnée par Jean-Vincent Placé, s'enthousiasme pour le projet de Valls d'une recomposition à moyen terme avec le centre et la droite modérée. Après tout, en Allemagne, le puissant courant dit des « réalos » au sein des Grünen a défendu la possibilité d'une participation au gouvernement

Merkel.

La seconde hypothèse est le maintien d'un accord privilégié avec le Parti Socialiste. Elle semble avoir la faveur de la majorité du groupe parlementaire et s'exprime par l'intermédiaire de François de Rugy et Barbara Pompili.

Troisième possibilité, celle de l'autonomie d'EELV. Cette orientation a le mérite de pouvoir unifier l'ensemble des courants politiquement disparates autour du paradigme écologiste. Principal inconvénient, le caractère opérateur dans les grandes échéances électorales nationales, en particulier pour l'élection présidentielle n'a guère été démontré.

La quatrième est celle du rassemblement de toute la gauche y compris la direction du PS. Si cette possibilité trouve sans doute des partisans au sein de certains courants de la gauche du PS, elle est en réalité mort née : aucune des organisations du Front de

Gauche ne peut accepter cela. Enfin, dernière hypothèse l'alliance avec le Front de Gauche, une coalition permettant de dépasser un PS et donc d'opérer une redistribution majeure du panorama à gauche. Cette option est principalement défendue par la gauche des Verts, mais pas seulement.

Au-delà des ambitions plus ou moins affirmées, ce qui compte, ce sont les décantations à l'œuvre dans la société française. Le discrédit du gouvernement socialiste est tel qu'il obscurcit les possibilités d'un accord maintenu avec le PS. Le livre de Cécile Dufflot, le barrage de Sivens et la mort de Rémi Fraisse élargissent le fossé entre socialiste et écologistes. Le PS n'a désormais ni l'envie et encore moins les moyens d'offrir à EELV des accords comme ceux des législatives de 2012. De son côté, la gauche des Verts hausse le ton et onze de ses responsables viennent de publier une tribune sur le site Basta.mag intitulée : « Les écologistes doivent être cohérents : ils ne peuvent plus faire partie de la majorité » et de conclure leur propos en invitant à s'inscrire « dans le cadre du débat sur la fin de la croissance et sur une 6ème République de plus en plus urgente à construire. » Si ce positionnement n'est pas vraiment une surprise la position de David Cormand, responsable des relations extérieures à EELV et membre de la majorité du parti traduit une nette évolution. Dans un long mail interne, par ailleurs savoureux sur le climat et les pratiques internes au parti écologiste il

en appelle à cesser « d'être amoureux de nous-mêmes » et indique qu'il est favorable à « L'alliance de toutes les forces de gauche alternative au Parti Socialiste et des écologistes ». Constant l'urgence de la situation, il se positionne pour « Une campagne positive. Les gens ont déjà des problèmes, ils n'ont pas besoin des nôtres en plus » et indique que l'enjeu est de « formaliser une proposition politique qui ne se résigne pas et qui prétend être en mesure de pouvoir changer les choses ». Et il ajoute « Dans l'immédiat, je ne suis pas convaincu que EELV seule puisse incarner tout cela ». On pourrait ajouter que Le FdG (et encore moins une de ses composantes) n'en est pas plus capable.

L'idée d'une alliance entre écologistes et forces du Front de Gauche fait donc son chemin. Elle n'est pour l'instant qu'une hypothèse dont la faisabilité reste incertaine. Comment construire une base programmatique, quelles têtes d'affiche pour incarner une coalition de ce type, rien ne sera donné et il n'est pas sûr que la tentative puisse réussir. Mais définir une méthode de travail, un cadre de débat, sortir du cartel des partis et courants pour associer syndicalistes, associatifs et intellectuels, bref tenter de redonner un souffle à un projet d'émancipation crédible, telle doit être l'ambition.

Il n'y a pas de garantie, mais à moins de jouer les Cassandre en attendant l'inéluctable catastrophe, il convient d'explorer sérieusement cette hypothèse. **• GUILLAUME LIÉGARD**

PAROLES DE MILITANTS

« Si vraiment l'heure est grave, il est du devoir des leaders de partis de dépasser leurs ambitions personnelles ou celles de leurs appareils. »

François Berdougo travaille pour un collectif d'associations de malades et d'usagers du système de santé.

Concrètement, mon action consiste à coordonner de la mobilisation autour de personnes vivant avec des maladies chroniques, et à porter leur revendications auprès des pouvoirs en matière d'accès au soin, de parcours de santé, de maintien ou de retour à l'emploi de ces personnes.. Du fait de la politique d'austérité imposée par le gouvernement socialiste, nous rencontrons plusieurs types de problèmes. D'un point de vue structurel, l'intégralité des politiques de santé sont touchées par les réductions budgétaires, notamment, comme chacun peut en faire l'expérience, dans les hôpitaux. Du point de vue des actions des associations, les enveloppes budgétaires diminuent, les pouvoirs publics sont contraints de fixer des priorités drastiques, ce qui entraîne une mise en concurrence dramatique entre les différentes pathologies à traiter. Enfin, et c'est le plus important, la vie des personnes atteintes de maladies chroniques qui ne peuvent pas travailler (ou très peu), et dont les seules ressources sont les minima sociaux (comme l'Allocation Adulte Handicapé), sont mises à très rude épreuve. Sans même parler du sort réservé aux malades étrangers en situation irrégulière, qu'on expulse vers la mort. C'est pourquoi je suis évidemment très en colère contre ce gouvernement. J'essaie de ne pas trop me laisser

gagner par le désespoir, même si je ne pas vois pas d'horizon de sortie à court terme. Politiquement, l'acteur associatif que je suis se retrouve pris dans un sentiment d'impasse, sauf à ce que l'on sorte du cadre de l'alternance classique PS/UMP. J'ai été électeur et sympathisant des Verts pendant 10 ans. Après le référendum de 2005 et la naissance du Front de Gauche, ma voix s'est reportée en ce sens. Sans être encarté, j'ai participé à la campagne de 2012 car l'alliance PS-EELV me semblait ruineuse. Aujourd'hui, j'aimerais croire à la sincérité des leaders d'EELV ou du FDG, s'ils entendent bien créer une véritable dynamique sociale qui se traduise dans les urnes. C'est, me semble-t-il, le seul moyen de redonner un horizon à des électeurs qui ne se satisfont pas que le centre de gravité de la gauche soit le PS. Si vraiment l'heure est grave comme le déclarent les leaders de ces partis, il est de leur devoir, de leur responsabilité historique de dépasser leurs ambitions personnelles ou celles de leurs appareils. Il est grand temps de redonner de l'air et un horizon à leur électoral ! Alors, une candidature unique à la présidentielle de 2017, qui émergerait à travers un processus de primaires de la gauche de gauche, pourquoi pas ?

● PROPOS RECEUILLIS PAR GILDAS LE DEM

PAROLES DE MILITANTS

« Je souhaiterais qu'il y ait convergence de programmes et d'idées, et j'ai été très enthousiaste suite à l'expérience de Grenoble. »

Michèle Coddeville est notamment adhérente à la FCPE, ALSF et Sciences en Marche.

Je suis adhérente de plusieurs associations. Celles où je suis le plus active sont la FCPE, Sciences en Marche et ALSF (Association Livres Sans Frontières, petite association locale à but humanitaire qui tente à sa mesure de développer l'alphabétisation dans les pays francophones d'Afrique). Mon travail au sein de ces associations est très différent. Dans une association comme la FCPE, mon action s'inscrit souvent dans la lutte des droits des parents et des enfants. Dans notre petite association ALSF qui compte une petite vingtaine d'adhérents et qui fonctionne avec vraiment 3 personnes, je participe à tout. Pour Sciences en Marche, c'est un investissement plus direct par rapport à ma vie professionnelle. Je suis très investie dans la défense de nos droits et de nos conditions de travail qui se dégradent sérieusement. Les gens de gauche sont toujours plus déçus et touchés quand ce sont des gouvernement dits de gauche qui se comportent comme le fait le gouvernement actuel. On ne peut qu'être en colère en ce qui concerne la brutalité policière et l'austérité économique. En tant que membre de Sciences en Marche, nous avons du affronter des forces de l'ordre plus nombreuses que nous et qui, même sans faire preuve de brutalité (c'était avant les évènements de Sivens) nous ont muselé sur les ordres de

Mr Valls ! En ce qui concerne l'austérité économique, la diminution des crédits à la recherche de façon générale et à la recherche fondamentale, en particulier, la « disparition » des concours pour recruter des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des ITA, impacte directement notre domaine. Je suis plutôt sympathisante d'EELV parce que j'ai une pensée écologique de la vie et que j'essaie de mettre en pratique dans ma vie cette ligne de conduite. Je ne suis pas adhérente, je reste très attachée à ma liberté de penser et d'action. Je ne me sens donc pas vraiment écartelée entre EELV et le FDG mais je peux me reconnaître dans les idées de plusieurs partis de gauche sans problème. Evidemment, je souhaiterais qu'il y ait convergence de programmes et d'idées, et j'ai été très enthousiaste suite à l'expérience de Grenoble ! En revanche, je crains que ce ne soit plus compliqué à une échelle nationale. Je ne sais pas si des primaires de la gauche de la gauche sont souhaitables. En tout cas, des primaires ne suffiront pas, il faut absolument un programme partagé. Mais je suis persuadée que les choses peuvent vraiment changer si on s'implique au niveau local et c'est pourquoi, oui, mon espoir repose sur la possibilité que l'expérience de Grenoble puisse se transposer partout.

● PROPOS RECEUILLIS PAR GILDAS LE DEM

« L'axe stratégique que je défends est le rassemblement du peuple de l'écologie en rupture avec le mode de développement actuel »

Sergio Coronado, député EELV

Sortis du gouvernement dans la douleur, très en colère après la mort de Rémi Fraisse, toujours divisés dans leur rapport au gouvernement... Les écologistes sont face à une série de questions. Se situer ou non à gauche ? Etre ou ne pas être en alliance avec le PS ? Faire ou ne pas faire alliance avec le Front de gauche ? L'autonomie ne va-t-elle pas s'imposer par défaut ? Les réponses de Sergio Coronado, député des Français de l'étranger, EELV.

« Est-ce que les écologistes sont de gauche ? Dans les faits la question est tranchée depuis 1995. Même lorsque nous sommes en autonomie au 1^{er} tour, les fusions de second tour se font toujours à gauche, à de très rares exceptions près. Cela dit, il faut nuancer. Pour les gens, la gauche est au pouvoir, c'est elle qui gouverne. Ils ne font pas dans la nuance et cela complique passablement la donne.

L'autre élément de complexification est que, bien sur, il arrive que sur des sujets nous soyons ponctuellement en alliance avec des gens de droite. Cela vient de se produire au conseil de Paris avec le vote conjoint de la droite et des écolos contre la tour triangle. Avec Chantal Jouanno ou NKM on peut avoir des alliances de circonstances sur les OGM ou le climat. Dès lors, est-ce que la question centrale devient celle du rassemblement de toute la famille écologiste, de Corinne Lepage à Noël Mamère en passant par Benhalias et Cohn Bendit ? J'ai de bonnes relations avec chacun, je n'en méprise aucun, mais cet objectif me paraît devoir être relativisé, il est mineur lorsque l'on porte une critique radicale du modèle capitaliste et du productivisme. L'axe stratégique que je défends est le rassemblement du peuple de l'écologie en rupture, en confrontation sans compromis, avec le mode de développement actuel. Ce peuple-là regarde avec

Lors des dernières élections sénatoriales, EELV et le Front de Gauche ont présenté une liste commune. Partisan de cette liste, Sergio Coronado raconte sa genèse.

« Les Français vivant à l'étranger sont victimes, eux aussi, des politiques de restriction budgétaires. Cela se traduit très concrètement dans les budgets des agences consulaires qui gèrent l'éducation. Laurent Fabius est un ministre zélé de cette politique qui prétend faire mieux avec moins : la politique de son ministère élargit à l'ensemble de l'action extérieure de la France s'apparente à une RGPP 2. Cela rendait difficile de renouer une alliance avec le Parti socialiste. Pas seulement par désaccord avec cette politique. Aussi parce que le PS a bien du mal à nous considérer autrement que comme des supplétifs, malgré notre arrivée en tête aux dernières européennes. A cela s'ajoute le fait que les deux sénateurs PS sortants – et candidats – sont des défenseurs chevronnés de la politique budgétaire et économique du gouvernement. A l'inverse, notre refus commun de l'austérité avec le Front de gauche a rendu possible une convergence thématique et des dynamiques locales. Cette liste commune FDG/EELV a été très combattue au sein de EELV : en dehors de Jean Delassale la totalité des sénateurs écolos ont apporté leur voix à la liste PS contre celle conduite par un écolo (question de CT : je ne comprends pas totalement : c'était à l'occasion d'un vote interne ?) . Et la direction du parti n'a rien dit.

Nous savions que nous ne pouvions gagner un sénateur mais nous avons obtenu un score intéressant. Le PS nous fait le reproche de lui avoir fait perdre un sénateur...

Mais pas d'avoir échoué.

circonspection, et sans doute avec raison, le peu de résultat obtenu par notre longue marche dans les institutions,

Faut-il alors abandonner nos alliances avec le PS ? Commençons par dire que les écologistes passent des alliances électorales parce que le mode de scrutin nous y constraint et pas seulement par affinité. Même si nous tentons de coupler accords électoraux avec contenus programmatiques. La politique gouvernementale et l'effondrement électoral dans la dernière période du PS sont tels que la question des alliances se pose.

Je réfléchis plutôt en dynamique. Les élections intermédiaires de 2015 -départementales et régionales- donnent l'occasion de construire une autre offre politique. Il nous faut chercher des alliances à vocation majoritaire. La gauche divisée ne constitue pas une alternative. François Hollande n'a pas seulement gagné par antisarkozisme mais aussi par le point d'équilibre du Bourget qui a permis que Jean-Luc Mélenchon et Eva Joly le soutiennent au second tour. Sans le FDG et les écolos il n'était pas élu.

Mais peut-on laisser le pilotage à la gauche gouvernementale qui a définitivement fait sa conversion au néo-libéralisme à la française ? Je n'ai pas d'animosité vis à vis des socialistes- ils m'ont permis d'être élu à l'Assemblée

nationale...pour porter un programme qui n'est plus la boussole du gouvernement. Mais cette gauche là ne peut avoir la responsabilité d'une politique d'alternance. Elle est certes moins violente que la droite, sans aucune comparaison, mais elle joue fondamentalement sur les mêmes variables.

Les élections de 2015 peuvent être l'occasion d'ouvrir une autre voie, de tenter une alliance avec le Front de gauche. Il n'est pas certain que cela soit possible partout. Les positions boutiquières, le sectarisme rendent cela parfois très compliqué. Et l'objectif ne doit pas être un « one shut ».

Moi, je suis pour le mouvement. Il nous faut tenter de rassembler les forces en rupture avec le modèle dominant. Pour tout dire, ce serait plus simple à atteindre avec un Front de gauche rassemblé, parce que la diversité de cette alliance offre des points d'appui. Pour beaucoup d'écolos il y a une vraie peur d'aller avec cette gauche qui n'a pas fait sa mue ; ils craignent de se retrouver avec la vieille gauche. En fait c'est plus compliqué que cela. Nos divergences et convergences varient selon les thèmes avec les différentes parties du Front de Gauche. Le PCF est plus proche du PS productiviste que d'un modèle de rupture avec le modèle centralisé en matière de transition énergétique. Mais le PG est peu sensible aux réalités locales. C'est souvent plus

simple de se mettre d'accord avec des militants communistes disposés à dialoguer : ils sont davantage portés à faire le lien entre la pensée globale et l'agir local. Mais l'important est de dialoguer, d'avancer pour offrir une alternative. » **SERGE CORONADO**



**« Si nous voulons porter
un programme de rupture
écosocialiste, il faut changer
les règles du jeu »**
**Danielle Simonet,
élue du Parti de gauche**

Danielle Simonet, élue du Parti de gauche au Conseil de Paris, s'est opposée aux côtés des écologistes au projet de tour Triangle promu par la maire Anne Hidalgo. Cette bataille gagnée contre un «Grand projet inutile et imposé» est-elle un des signes du rapprochement de plus en plus marqué entre rouges et verts ?

Regards. Dans l'opposition au projet de Tour Triangle, vous avez été sur la même ligne d'opposition que les élus Europe Écologie-Les Verts : est-ce que l'identité de vue était complète sur ce dossier ?

Danielle Simonet. Oui, je n'ai pas constaté de divergences sur cette question entre eux et nous.

Peut-on y voir le signe d'une convergence entre une partie de la gauche de gauche et les écologistes, notamment autour du thème de l'écosocialisme ?

C'est ce que je souhaite. Pour la Tour Triangle comme pour d'autres grands projets inutiles et imposés – que ce soit le centre commercial Europa City

prévu dans le triangle de Gonesse ou, en dehors de Paris, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou encore le barrage de Sivens – on voit bien que la mainmise des intérêts privés sur le développement urbain, les infrastructures et les grands projets impose des logiques de profit maximum contraires à l'intérêt écologique et social. Il faut donc rompre avec ces logiques du recours aux partenariats publics-privés, avec cette dépendance envers les investissements privés si l'on veut, dans le temps long, penser la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux. Ces batailles créent une forte convergence.

Les écologistes de EE-LV se sont-ils rapprochés, sur un plan politique plus général ?

Je note que les écologistes ont beaucoup radicalisé leur discours ces derniers temps, pas seulement depuis leur décision de ne plus participer à ce gouvernement. Certains se posent même la question de sortir de la majorité parlementaire au niveau national. S'ils franchissaient le pas d'une opposition aux budgets nationaux et à leur traduction dans les budgets locaux, ce serait une très bonne chose. Nous pourrions nous retrouver sur des listes communes avec

toutes celles et ceux avec qui nous avons manifesté contre la politique du gouvernement PS soumise au Medef le 15 novembre, par exemple.

C'est une évolution que vous appelez de vos vœux, y compris pour qu'elle prenne forme au plan national ?

Oui. L'enjeu est que toutes les forces en rupture avec la politique d'austérité et avec les renoncements libéraux qu'elle implique – et qui impliquent le refus de prendre en compte la question écologique et la question sociale – constituent une force qui ne soit pas seulement électorale, mais surtout citoyenne, qui puisse fédérer le peuple dans le pays, en offrant un point d'appui fort aux mobilisations populaires.

Cette convergence doit-elle ne prendre que la forme de passerelles et d'alliances ponctuelles autour de mobilisations précises, ou bien aller jusqu'à une recomposition politique et la création d'une formation écossocialiste ?

Tout est possible. Mais les arrangements au sommet des partis n'intéressent personne, pas plus moi que les citoyens. L'essentiel est d'assurer

des convergences locales et nationales au travers de différents combats pour créer une force qui soit celle du peuple, et pas simplement un outil pour des appareils politiques. Ce temps-là est dépassé. Pour le dire clairement : aujourd'hui, je me retrouve avec les écologistes dans les manifestations contre l'austérité ou de solidarité avec Rémi Fraisse, dans des batailles très concrètes contre la Tour Triangle, l'implantation d'un hypermarché et le monopole des grandes enseignes, les expulsions locatives ou le mépris des droits des mineurs étrangers, etc. Je sais par contre que sur d'autres sujets essentiels comme la nécessaire désobéissance aux directives libérales européennes ou le refus de la casse de la République via la réforme territoriale, nous ne sommes pas d'accord. Mais ce que je souhaite, c'est que d'ici 2017, nous nous retrouvions au sein d'un mouvement puissant qui favorise une véritable implication citoyenne et les mobilisations pour changer les règles du jeu. C'est indispensable si nous voulons porter un programme de rupture écosocialiste, en finir avec la monarchie quinquennale et la 5e République, avec ce système gouverné par l'oligarchie dans la collusion entre les intérêts économiques, médiatiques et politiques. Le gouvernement PS poursuit la même politique que le gouvernement Sarkozy au nom des mêmes aberrations libérales et productivistes.

Peut-on susciter un tel mouvement, une telle mobilisation des citoyens et des électeurs sans passer par la création d'une formation politique ?

Regardons l'exemple de Podemos, dont la popularité culmine en Espagne. Ce qui importe le plus, c'est de construire ensemble une force politique dans le peuple, pas de poursuivre l'obsession des arrangements d'appareils. C'est l'implication du peuple, sa capacité à arracher l'exercice de sa souveraineté à tous les niveaux, qui permettront de renverser la table. En Espagne, on assiste à la création d'une grande force populaire nouvelle, avant tout ancrée dans l'implication citoyenne.

La difficulté n'est-elle pas, ensuite, de produire un programme ?

Pas forcément. Les actes de rupture posés par Podemos ont été écrits collectivement sans difficulté majeure, notamment en utilisant les nouvelles technologies pour mettre en œuvre une démarche collaborative très riche. Nous proposons, pour les prochaines élections régionales et cantonales, la tenue d'assemblées de citoyens dans tous les territoires, de tous les citoyens qui veulent la rupture avec les politiques d'austérité, pour procéder à la désignation de leurs candidats. Toutes les forces qui s'opposent à la politique gouvernementale peuvent se retrouver dans ce genre de démarche

citoyenne : les composantes du Front de gauche bien sûr, les organisations qui ont participé à la manifestation du 15 novembre, Europe Écologie-Les Verts, Nouvelle Donne, jusqu'au NPA.

Avez-vous le sentiment que ce processus est enclenché en France ?

Non, il est à enclencher, à construire. Mais le mouvement en faveur de la 6e République et la constituante, M6R, y aspire, et je trouve intéressant ce qui est en train de s'y passer, avec les signatures de personnes d'origines très diverses, et bientôt 70 000 citoyens. Nous avons là les prémisses d'un grand mouvement citoyen. **PROPOS RECUEILLIS**

PAR JÉRÔME LATTA



La gauche dans le piège de Guilluy

Les thèses du géographe Christophe Guilluy séduisent de nombreux médias et intellectuels de gauche au motif de leur caractère iconoclaste. Mais aussi séduisantes soient-elles, elles posent de sérieux problèmes idéologiques et politiques.

Christophe Guilluy est un géographe connu depuis longtemps pour ses travaux sur la dimension territoriale des inégalités. En 2006, il a publié un bon Atlas des nouvelles fractures sociales (Éditions Autrement). En 2010, son essai sur les Fractures françaises François Bourin éditeur) attira – dit-on – la double attention de François Hollande... et de Nicolas Sarkozy. En 2014, il récidive avec un titre choc : La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires (Flammarion). Dans une France choquée par la crise politique et la percée du Front national, ce livre est présenté comme la grande révélation. Libération et Marianne, pour une fois réunis, saluent le livre « que la gauche devrait lire ».

En fait, à lire l'ouvrage, on se dit deux choses en même temps : que ce livre

habile n'est pas une révélation ; que les idées parfois pertinentes qu'il propose sont enserrées dans un ensemble idéologiquement discutable et politiquement dangereux. Pour le dire autrement, il est un exemple éclairant de la manière dont une posture de gauche mal comprise peut conduire intellectuellement très loin, vers le contraire absolu d'une gauche qui n'existe historiquement que par le vecteur de l'égalité. Il ne suffit pas de décrire les inégalités pour devenir un acteur du combat pour l'égalité.

Au départ, un lecteur de gauche a pourtant l'impression d'être en pays de connaissance. Que nous dit Guilluy ? Que les territoires contemporains sont travaillés par un double phénomène : une mondialisation capitaliste qui relance la machine à polariser et creuse les inégalités ; l'essor continu d'une

métropolisation induisant la distinction entre ceux qui sont proches du cœur métropolitain et ceux qui en sont éloignés, les « in » et les « out ». Jusqu-là, Guilluy énonce avec un talent et une simplicité incontestables ce que bien des chercheurs ont montré depuis quelques années.

Le chercheur Guilluy y ajoute même une touche personnelle, techniquement discutable mais intéressante. À partir d'un indicateur statistique composite qu'il appelle « indice de fragilité », le géographe sépare les territoires français en deux groupes. La « France métropolitaine » est constituée par 25 grandes aires urbaines (les villes centres et leurs banlieues), qui regroupent un peu moins de 40 % de la population française ; la « France périphérique » est constituée par 90 % des communes situées en dehors de ces aires urbaines et regroupe un peu plus de 60 % de la population. Selon Guilluy, la France métropolitaine regroupe deux tiers « d'intégrés » (ceux qui bénéficiaient de la métropolisation), tandis que la France périphérique est composée pour les trois quarts de « populaires/fragiles » qui ne bénéficient pas des retombées de la métropolisation et de la mondialisation.

On peut discuter des instruments de mesure, des découpages statistiques et géographiques. Mais Guilluy s'installe pour l'essentiel dans l'univers bien connu des inégalités socio-territoriales. Le problème vient quand l'auteur tire de ses chiffres une interprétation de l'évo-

lution sociale et une méthode d'action sur le social. Son idée centrale peut se résumer en cinq points : il y a désormais deux France qui s'opposent ; le vrai « peuple » des défavorisés et des dominés est avant tout dans la France périphérique (et non dans la banlieue) ; la question culturelle de « l'identité » est devenue la ligne de clivage fondamentale ; la surdité des « élites » à l'égard des catégories populaires alimente la coupure entre le bloc du « système » (PS-UMP) et le bloc de « l'anti-système » (l'abstention et le vote FN) ; la montée du Front national, comme celle de l'abstention, est « la preuve de l'émancipation par le bas d'une part majoritaire de la population ».

Cette logique ne doit pas être amendée : elle doit être déconstruite.

1 L'image des « deux France » est séduisante mais inadaptée. En fait elle renvoie à une étape dépassée de la dynamique sociale. Aux XIXe et XXe siècles, la polarisation des richesses (accumulation de la richesse à un pôle, de la pauvreté à un autre, explique Marx) fonctionne de façon presque « pure » sur le registre de l'opposition du « centre » et de la « périphérie ». À la limite, cela donne l'image-choc de Jean-François Gravier en 1947 : « Paris et le désert français ». Le modèle fonctionne à toutes les échelles : à l'échelle planétaire, c'est l'opposition des « développés » et du « Tiers Monde » ou de « Nord » et du « Sud ».

La dualité n'est plus de mise. La polarité fonctionne certes, plus que jamais ; mais elle fonctionne à toutes les échelles de territoire sans exception, au Nord comme au Sud. L'essentiel de la richesse mondiale reste concentrée au Nord, mais il n'y a plus « un » Nord et « un » Sud, mais « des » Nord et « des » Sud. Il n'y a pas une France métropolitaine et une France périphérique, mais une diversification croissante à l'intérieur de chacun des espaces, qu'il soit métropolitain ou extra-métropolitain. Pas « une » mais « des » France, métropolitaine comme périphérique, rurale et périurbaine comme urbaine. La volonté de simplification opérée par le géographe n'est pas fausse de façon absolue ; mais elle procède d'un parti pris idéologique, davantage que d'une modélisation scientifique.

L'essentiel de la richesse et des opportunités sociales est concentrée dans la métropole, mais cela n'implique pas qu'elle y est également distribuée. Le fait que la Seine-Saint-Denis est située au cœur de la métropole offre à ses habitants des opportunités que n'ont pas les classes populaires des espaces non-métropolitains ; il n'en reste pas moins que ce département concentre des masses inadmissibles de population pauvre et délaissée. La pression du foncier, celle de l'endettement des ménages (pour accéder à la propriété) et la dégradation massive de l'habitat dit « social » ont relégué une part importante des classes populaires vers

la périphérie de plus en plus lointaine. Mais ce n'est pas pour autant que ces territoires de lointaine périphérie sont devenus des territoires populaires, ni même des territoires où les couches populaires donnent le ton. Guilluy cite les « Bonnets rouges » bretons comme exemple de la réaction interclassiste de la France « du bas ». Peut-on dire pour autant que les « Bonnets rouges » sont un mouvement pleinement populaire du bas en haut, des manifestants jusqu'aux figures de proue ?



L'argumentation de Guilluy repose sur un glissement, d'abord imperceptible, puis massif. Au départ est la mondialisation. Non pas la « mondialité », cette interconnexion généralisée qui fait de nos destins individuels un devenir collectif, mais la « mondialisation », c'est-à-dire la manière capitaliste de gérer cette mondialité. Or ladite mondialisation est avant tout de nature économico-sociale. Mais très vite, on passe du déterminant économique à un autre qui ne l'est pas. La mondialisation, nous dit Guilluy, c'est le « multiculturalisme » et le « communautarisme ». Que l'on superpose les deux termes est en soi discutable : le premier prend acte de la diversité sans laquelle le « genre humain » est une abstraction ; le second indique le désir d'enfermer la diversité dans le cloisonnement des groupes. On pourrait se dire que la tentation « communautariste » n'est qu'une réaction de défense de groupes qui, à

tort ou à raison, se sentent dépossédées par l'universalisation de la marchandise.

Ce n'est pas ce que nous dit Guilluy. Pour lui, le communautarisme n'est pas un effet pervers de la mondialisation, mais le résultat d'un projet multiculturaliste concerté des « élites ». Ce sont elles qui ont organisé la pression des flux migratoires, qui ont installé les immigrés dans les couronnes les plus proches du centre métropolitain et qui ont exilé les fractions les plus anciennes, les plus « nationales » vers les lointaines périphéries. Dès lors comment ne pas comprendre que, devant ce projet culturel et politique, les couches dominées mises à l'écart, ne mettent pas au cœur de leurs attentes la question de « l'identité ». Dès lors, toujours selon Guilluy, s'installe une bipolarisation des attitudes, traversant les groupes sociaux, sur l'axe de l'identité : d'un côté les « multiculturalistes » de tout poil, libéraux convaincus, « bobos » socialistes, gauchistes culturels et communautaristes musulmans ; de l'autre, les catégories populaires reléguées, que l'immigration voue à la « minorité », qui se dressent contre le « modèle dominant » et qui annoncent l'émergence d'un « modèle alternatif ».

C'est là que la machine Guilluy s'emballe. Quel est ce modèle alternatif ? Il est simple à énoncer. À la base du modèle multiculturel se trouvent la mondialisation des échanges, la montée des flux matériels, immatériels et

humains, la valorisation de la mobilité.

À ce vertige de la mobilité, le « peuple » de la « France périphérique » oppose les vertus de l'immobilité. Au-delà de la simple « relocalisation » (projet qui n'a vraiment rien d'absurde au demeurant), Guilluy prône le retour du « village » et de la sédentarité comme modèle « universel » de l'équilibre social. Entre 1940 et 1940, le chef d'un État qui osait se dire « français », aimait à dire que « la terre, elle, ne ment pas ». Guilluy sait assez d'histoire pour ne pas vouloir aller jusque-là. Mais si l'on additionne la critique de l'immigration (le grand problème de la France contemporaine, nous dit-il), le refus du multiculturalisme qui implique la valorisation d'une culture dominante, fût-elle parée des atours de « l'universel » et l'hymne à la sédentarité, on se trouve devant une cohérence qui fait peur. Guilluy, Michéa, Finkelkraut : qui trouvera-t-on au bout de la chaîne de « l'identité » ?

3 Géographiquement, l'argumentation de Guilluy fonctionne sur un registre binaire. Mais socialement elle est construite sur un rythme ternaire. Il y a en effet trois groupes dans cette nouvelle géographie sociale : les élites intégrées de la mondialisation et de la métropolisation ; les populations immigrées de la banlieue, qui bénéficient des miettes de la métropolisation auxquelles elles sont directement connectées ; les populations des « natifs » populaires qui sont mis à

l'écart et qui bousculent le « système ». On pouvait s'attendre à ce que Guilluy prenne le parti de la recomposition du « peuple » face aux « élites ». On avait tort, car si les élites sont globalement mauvaises (les « bobos » et leurs alliés gauchistes), il y a le bon peuple et le mauvais. Le premier, attaché à la terre, incarne l'avenir ; l'autre, métaphore de la mobilité et du mélange, doit être remis à sa place, qui ne peut être que minoritaire et dominée. Le clivage n'est plus un clivage de classe, autour de projet de société opposant dominants et dominés, oppresseurs et opprimés. Il traverse les catégories populaires elles-mêmes, autour d'un clivage qui n'est plus celui de l'égalité (fondateur du dualisme de la gauche et de la droite), mais celui de l'identité.

Qui lit l'ouvrage de Guilluy sera frappé par une curiosité linguistique : l'auteur décortique les inégalités (au pluriel), mais il ne s'intéresse ni à l'émancipation (une fois) ni à l'égalité (six fois, dont trois fois associés à des items qui la dévalorisent : « la promotion du concept de diversité sous couvert d'égalité », « l'ABC de l'égalité »). Guilluy ne croit plus à la gauche ? Normal : il ne s'intéresse plus à l'égalité. Ce dont il rêve, ce n'est pas de Français égaux et solidaires, mais de Français sédentaires, dans des « villages » qui ne sont pas les villages réels (où en est le travail paysan qui les fondait ?), mais le lieu symbolique fermé d'un groupe social réuni par une culture protectrice et uniforme.

Guilluy, en fait, ne s'intéresse pas à l'égalité. Ce n'est pas la combativité populaire qu'il attise, mais le ressentiment. Comme si, historiquement, le ressentiment n'était pas la porte ouverte aux plus grandes régressions sociales, morales et politiques. Guilluy veut, en évoquant sa France périphérique, tourner le regard vers des espaces abandonnées et ignorés. Le vouloir est louable. Mais pour valoriser cet espace, il dévalorise cet autre espace resté populaire (et massivement populaire) qui est celui de la banlieue. Et ce faisant, il oublie l'histoire. Car au fond, dans les premières décennies du XXe siècle, qu'était la banlieue sinon cet espace ré légué, abandonné, sous-équipé, méprisé (le « Far West français »). Qu'est-ce qui a permis à cet espace d'échapper à l'opprobre ? L'exaltation du ressentiment banlieusard ? C'est la conjonction de la lutte sociale, du grand rêve de l'égalité et de la mobilisation politique d'une gauche bien à gauche qui a fait que, par la conquête des statuts et de la dignité le monde ouvrier n'a plus été tenu pour le barbare campant au porte de la cité et que la banlieue est devenue une composante de l'urbanité et pas comme une excroissance menaçante. L'horizon de l'égalité estompé, il reste... le Front national. Voilà, selon Guilluy, le parti par excellence des nouvelles classes populaires. Qu'une part non négligeable des ouvriers et des employés votent Front national est hélas une réalité. Mais la majorité des catégo-

ries populaires se portent pour l'instant sur l'abstention. Et le vote FN est nourri majoritairement par des catégories aisées, aussi bien du côté de la France périphérique que du côté de la France métropolitaine.

Gully établit non sans raison un parallèle entre le sentiment d'abandon des catégories populaires et la faible représentation populaire dans les appareils des partis dits « de l'élite ». Mais l'encadrement du FN est-il populaire ? Le raisonnement de l'auteur se garde de creuser la question. Là encore, l'oubli de l'histoire est bien utile : le nazisme a séduit les ouvriers ; ce n'est pas pour autant que l'encadrement du parti et de l'État nazis faisaient la part belle aux catégories populaires.

4 C'est en cela que, si dans le propos de Guilluy tout n'est pas à rejeter en bloc, la cohérence de son propos ne peut être acceptée. Tout se passe comme si son propos se condensait dans le double refus de la métropolisation et de la mondialisation : transférer la norme sociale du centre vers la périphérie, ce qui revient à nier la métropolisation ; casser la mondialisation par la clôture des « villages ». Mais si la métropolisation s'étend, ce n'est pas d'abord parce que le capital financier a décidé qu'elle serait la norme urbaine. C'est au contraire parce que la métropole concentre les réseaux et les échanges qu'elle est devenue un enjeu majeur de la dynamique écono-

mique. Est-ce la métropolisation qui est en cause, ou le fait que le capitalisme transforme la centralité en monopole et fait de l'inégalité le ressort de la créativité, au prix de la polarité de tous les espaces, centres comme périphéries ? Est-ce la mondialité du développement humain qui est à condamner, où le fait que les forces dominantes condamnent à ne vivre la mondialité sur le double registre de la concurrence et de la gouvernance ?

Le propos de Guilluy est ouvertement politique. Il existe, dit-il, une France oubliée et méprisée, comme l'était le peuple ouvrier des siècles précédents. L'objectif est d'aider à ce que, par la conscience de sa place, cette France devienne un acteur politique capable d'imposer ses normes. Mais tout combat pour un avenir et aussi un combat contre les forces qui le contredisent. Or la manière floue dont Guilluy désigne l'adversaire légitime toutes les simplifications. De même que le « capitaliste » était l'ennemi de « l'ouvrier », comment ne peut-on en conclure que l'adversaire de la France « périphérique » est la « France métropolitaine ». Mais ce faisant, Guilluy produit une division accentuée de classes populaires déjà bien atomisées.

Et c'est là que se dessine la grande bifurcation, qui ne conduit pas Guilluy du côté de la gauche, mais du côté de son exact opposé. Faut-il diviser un peu plus le peuple sociologique ou, au contraire, faut-il promouvoir toutes les

catégories populaires en peuple politique rassemblé, capable de porter un projet de société fondé non sur la clôture et l'autochtonie, mais sur l'échange et la mise en commun ? Et pour que le peuple devienne acteur historique, quelle est la médiation symbolique la plus forte, l'identité ou l'égalité ? L'identité est un piège : elle rassure en apparence ; en réalité, elle enferme. L'identité se décrète, elle est assignée, elle se met en cartes. La construction des personnes est un processus d'identification, pas la soumission à une identité. Or l'identification est un acte volontaire, inscrit dans des trajectoires sociales, ethniques, familiales. L'identification des personnes se fait par la combinaison d'appartenances multiples. Toutefois, la liberté implique que chacun se définisse par la combinaison de ses appartenances possibles, sans qu'aucune ne soit a priori considérée comme plus structurante que d'autres. L'enfermement dans une appartenance unique ou prioritaire est la voie ouverte vers le repliement communautaire, au rapport des forces, au conflit des « communautés », au nom de la nécessaire protection de leur « identité ».

On dit parfois que, face au rouleau compresseur de l'identité, le temps est venu de revenir aux déterminations de classe. Et il est vrai que, comme d'autres, Guilluy cherche en dehors des clivages de statut les vecteurs d'une union mythique où, à rebours des rapprochements « de classe », le ressentiment du « peuple »

finit par être le seul ferment d'unification. Paradoxalement, il rejoint par cette méthode ceux-là mêmes dont il se veut le grand pourfendeur. Guilluy et l'une de ses bêtes noires, le think tank Terra Nova, s'accordent ainsi sur le primat de l'enjeu « culturel », l'un pour prôner le projet de la sédentarisation qui cloisonne, l'autre pour aménager le modèle libéral de la flexibilité.

Mais on ne répondra pas à cette dérive par un « retour aux fondamentaux économiques ». Le « point de vue de classe », moins que jamais, ne saurait se réduire à un déterminisme économique. Ce qui fonde un groupe en classe n'est pas dans sa seule situation objective, mais dans le projet de société que la classe, de façon plus ou moins consciente et formalisée, met au centre de son action. Il ne s'agit donc pas de nier la dimension culturelle du conflit, mais d'en déplacer les pivots. La diversité des appartenances est la condition première de l'élaboration du commun – il n'y a pas de « commun » là où il n'y a que de « l'unique ». Mais la question centrale n'est pas alors celle des « identités » qui s'opposent, mais celle des principes fondamentaux d'une société qui fait de la libre association des individus libres, autonomes et égaux le principe moteur de l'équilibre social et de la créativité.

Auquel cas, on n'objectera pas à Guilluy et à Terra Nova leur focalisation sur le « culturel », mais la manière dont ils le font fonctionner. Dans les deux cas,

les grandes absentes sont l'égalité et la démocratie. Les penser aujourd'hui ne se fait pas en répétant les mots et les pratiques du passé ; mais il n'est pas d'innovation véritable qui ne fasse pas de ces mots son alpha et son oméga.

● ROGER MARTELLI

Références

**La sortie du livre de Christophe Guilly a nourri une vive polémique.
En voici quelques éléments :**

- ▶ Un partisan inattendu de Guilly, Laurent Joffrin, « Oeilères » dans Libération :
http://www.liberation.fr/societe/2014/09/16/illeres_1101965
- ▶ Toujours dans Libé, le 16 septembre, une descente en flammes de celui qui est désigné comme « le Michel Onfray de la géographie » :
http://www.liberation.fr/politiques/2014/09/16/guilly-le-onfray-de-la-geographie_1101977
- ▶ Le site la Vie des idées a publié le 5 novembre une critique moins virulente mais fondamentale du géographe Éric Charmes :
<http://www.laviedesidees.fr/Une-France-contre-l-autre.html>
- ▶ L'Observatoire des Inégalités a publié le 18 septembre 2014, un article qui rappelle quelques données statistiques :
<http://www.inegalites.fr/spip.php?>
- ▶ Enfin le think tank Terra Nova a publié sa propre recension critique du livre de Guilly, « Quelles politiques pour la France périurbaine » :
<http://www.tnova.fr/note/quelles-politiques-pour-la-france-p-riurbaine-i>



Philippe Marlière (gauche) et Liêm Hoang-Ngoc (droite) lors de la présentation de leur livre mercredi 18 novembre à Paris. (Photo Nathanaël Uhl)

Liêm Hoang-Ngoc est économiste, ancien député européen et membre du Bureau national du Parti socialiste. Philippe Marlière est professeur de sciences politiques et compagnon de route du Front de gauche. Ils ont co-écrit *La gauche ne doit pas mourir*, le manifeste du club Les Socialistes affligés qu'ils animent de concert.

Les socialistes affligés : « Hollande a quitté le camp de la gauche »

Ils veulent clarifier les positions et créer des ponts entre socialistes, écologistes et Front de gauche. Les Socialistes affligés publient leur manifeste sous la plume de Liêm Hoang-Ngoc et Philippe Marlière : « La Gauche ne doit pas mourir ».

Regards. Le titre de votre livre, *La Gauche ne doit pas mourir* semble donner raison à Manuel Valls qui a déclaré : « La gauche peut mourir ».

Liêm Hoang-Ngoc : C'est en effet une réponse directe à Manuel Valls. Il avance que la gauche pourrait mourir en raison de ses supposés « archaïsmes », nous lui répondons qu'elle peut mourir en raison du tournant blairiste qu'avec François Hollande, il lui imprime. Il faut d'ailleurs relever que l'actuel premier ministre va encore plus loin que Tony Blair en matière d'adhésion aux thèses conservatrices, comme en témoigne

son approche des questions de société, de sécurité ou encore le traitement des Roms.

Philippe Marlière : Il fallait répondre à la menace, à peine voilée, proférée par Manuel Valls devant le conseil national du Parti socialiste. Oui, la gauche peut mourir, et c'est une des hypothèses que nous abordons, mais à qui la faute ? Nous pensons qu'il en va là de la responsabilité des pompiers pyromanes au gouvernement. La politique de Valls peut entraîner la mort de la gauche sur un plan électoral, sur un plan militant et sur un plan idéologique. À force de

brouiller les frontières entre gauche et droite, voilà à quoi on arrive. En même temps, dire que la gauche doit vivre, c'est une réponse à notre camp. Toute la gauche, et pas seulement le PS, est démonétisée, frappée de discrédit, parce qu'un gouvernement de gauche élu par les électeurs de gauche mène une politique de droite. Ce n'est pas la première fois que cela arrive, mais c'est une situation conjoncturelle. La gauche reste la maison commune de l'ensemble des forces de gauche d'une part ; c'est surtout un outil pour politiser le peuple.

Les gauches du PS s'accordent à dire que la politique de l'exécutif rompt avec les discours du candidat Hollande ainsi que les textes de congrès. Mais c'est une constante chez les socialistes... Le dernier exemple en date reste la gauche plurielle et son cortège de privatisations.

L. H-N : La gauche plurielle restait marquée, quoi qu'il en soit, par un équilibre dans la politique menée. Il y a certes eu les privatisations, mais aussi la couverture maladie universelle, les emplois jeunes, les 35 heures... Autant de mesures de «partageux», c'est-à-dire identifiées comme des marqueurs de gauche. Même si le curseur commençait à se déplacer vers la droite sous Jospin, il y a eu le souci de préserver les équilibres politiques – tant au sein du PS qu'avec nos partenaires de gauche. Aujourd'hui, le virage se fait au grand jour, il est assumé à chaque confé-

rence de presse, dans chaque déclaration publique. Et ces déclarations d'amour en direction du Medef deviennent presque obscènes quand on met en regard ce qui est fait, ou pas fait, pour les salariés.

P. M. : Même si la tendance que vous évoquez est réelle, il y a aujourd'hui une rupture qualitative. Aujourd'hui, même les «croyants» du parti ne peuvent plus dire, comme au temps de Jospin ou même de Guy Mollet, «on a quand même un peu redistribué les richesses». La rupture qualitative est aussi due à la personnalisation du pouvoir au sein du PS ; personnalisation qui fait écho au caractère monarchique de la Ve République, encore plus depuis que Lionel Jospin a fait inverser le calendrier électoral entre présidentielles et législatives, ce qui a dépolitisé ce dernier scrutin. Enfin, la personnalisation est encore aggravée depuis la mise en place des primaires qui, par l'élargissement de la base par laquelle le candidat final est désigné, permet au dit candidat de s'affranchir du programme de son propre parti. La force de la gauche a toujours été son caractère collégial, la richesse du «nous». Où est-elle aujourd'hui ?

Liêm, comment l'économiste que vous êtes regarde la politique de l'offre, au cœur de l'action du gouvernement actuel ?

H. G. L. : C'est d'abord une politique inefficace. Les 41 milliards de cadeaux concédés aux entreprises sont comme

de l'eau sur le sable. D'abord, parce que 85 % des bénéfices créés par les entreprises non financières sont redistribués aux actionnaires sous forme de dividendes. C'est-à-dire qu'il reste peu pour l'investissement. Donc, les cadeaux fiscaux vont probablement accroître le montant des dividendes redistribués. Par ailleurs, la contraction des dépenses consacrées à l'action publique va provoquer des effets récessifs, avec pour conséquence une hausse continue du chômage.

Pourquoi accordez-vous autant d'importance à l'économie dans la caractérisation des politiques menées ?

L. H-N : Les économistes s'intéressent avant tout à «l'infrastructure», comme disait Marx. Ce que nos concitoyens subissent en termes de crises de l'emploi, du pouvoir d'achat et du logement détermine largement leur conscience... L'économie, c'est avant tout un «gâteau» à partager, constitué par les richesses produites par les salariés dans des entreprises détenues par des actionnaires privés ou publics. Le Pacte de responsabilité, c'est 41 milliards d'exonérations diverses pour les entreprises privées et 50 milliards d'austérité budgétaire et le gel des salaires pour les ménages les plus démunis, soit plus de 90 % de la population de ce pays.

P. M. : Comme le dit Liêm, nous sommes de tradition marxiste. Mais nous portons

aussi notre attention à la rupture qualitative, que j'ai déjà évoquée. Appelons un chat un chat : la politique que mènent François Hollande et Manuel Valls est une politique de droite. Et ni l'un ni l'autre ne sont sociaux-démocrates ou même sociaux-libéraux. La social-démocratie part du principe qu'il doit y avoir un compromis entre possédants et classes laborieuses. La social-démocratie s'est inspirée de Keynes (issu de la tradition sociale-libérale britannique), c'est l'État-providence et la correction du marché par l'action publique. Aucune de ces deux doctrines ne se retrouve dans la politique menée par Valls et Hollande qui n'a rien de redistributrice. Hollande a quitté la gauche et Valls est un néolibéral conservateur. Comme le chef du Parti démocrate italien (constitué à partir de l'ex Parti communiste italien), Matteo Renzi, est issu de la démocratie chrétienne. Cela dit, ne mélangeons pas la nature et la fonction. Par sa fonction, le gouvernement mène une politique de droite. Par sa nature, le Parti socialiste reste un parti de gauche dont la plupart des élus locaux et des militants sont coincés entre leur loyauté partidaire d'un côté et leur lucidité de l'autre.

Certains évoquent que le cumul des politiques menées sous Sarkozy et sous Hollande provoque une rupture avec le programme du Conseil national de la Résistance. Confirmez-vous ?

L. H-N : Oui, il y a clairement la volonté de détricoter le compromis de 1945. Elle était revendiquée, je vous rappelle, par Denis Kessler, l'idéologue du Medef, lorsqu'il soutenait Nicolas Sarkozy en 2007

Le congrès du Parti socialiste va donc avoir lieu en juin prochain. Comment abordez-vous cette étape ?

L. H-N : Le premier secrétaire va jouer sur la fibre légitimiste des militants qui restent dans un parti exsangue, aidé en cela par le fait que beaucoup de ceux qui sont partis appartenaient à la gauche du PS. Il y a de fortes possibilités que le texte de la motion que soutiendra Jean-Christophe Cambadélis soit teinté de propositions de gauche pour diviser les frondeurs. La gauche du parti parviendra-t-elle à réorienter le PS ? Ce n'est pas sûr. En tout cas, en l'absence de changement de cap de l'exécutif d'ici 2017, le candidat qui serait issu de la primaire socialiste serait condamné à cautionner partiellement le bilan du gouvernement et le virage à droite qui s'est opéré. Dans ces conditions, la probabilité d'un PS proche du score du PASOK grec aux élections législatives est élevée. Il faudra alors reconstruire toute la gauche en rassemblant les socialistes de gauche, les écologistes et l'ensemble du Front de gauche. Autant commencer le dialogue tout de suite.

Est-ce l'enjeu de votre signature collective pour la 6e République et donc de votre participation à la marche du 15 novembre ?

L. H-N : Regardons ce qu'il s'est passé en 2012. Aucun candidat de gauche ne l'emportera sans le soutien de la gauche écologiste et de toute la gauche radicale. L'enjeu ne consiste donc pas à diaboliser ces gauches-là mais bien, plutôt, à crédibiliser leurs critiques, lesquelles sont tout à fait fondées. Si le scénario noir de la fin du cycle d'Épinay que j'évoquais se concrétisait, l'une des trois possibilités que nous explorons dans notre livre est l'hypothèse Syriza. En France, elle suppose une entente entre les militants socialistes, affligés par ce virage libéral, avec le Front de gauche et les écologistes de gauche. Elle nécessite surtout la résurgence d'un mouvement populaire s'opposant à l'austérité.

Pouvez-vous nous en dire plus sur cette hypothèse Syriza ?

P. M. : C'est celle qu'il faut, selon nous, le plus approfondir. Elle repose sur une irruption du peuple articulée avec un rassemblement des socialistes, des écologistes et de la gauche radicale, ce que certains nomment «coalition rouges-roses-verts». Il faut absolument éviter les ruptures internes au sein de la gauche car elles risquent de générer des fractures irrémédiables et sa

disparition effective. C'est ce qui s'est produit, dans une large mesure, en Italie. Pour en revenir à la France et à notre hypothèse, elle nécessite beaucoup de pédagogie et d'ouverture pour rassembler les électeurs déçus de ce gouvernement. Profitons de ce que les abstentionnistes en France soient très politisés. Il faut donc dépasser les positions de principe et l'aspiration à la pureté idéologique pour, tout en restant fermes sur nos convictions, rassembler. C'est pourquoi il faut revendiquer la gauche qui est notre maison commune. Nous devons également renouer avec un récit collectif qui mobilise nos militants et nos électeurs, et apparaître comme une gauche volontariste qui va rompre radicalement avec les politiques néolibérales de ce gouvernement.

Est-ce que les conditions du rassemblement sont réunies ?

L. H-N : Nous avons en commun la volonté d'une alternative à l'austérité, la planification écologique, le mariage pour tous, le droit de vote des immigrés... Nous avons besoin de crédibiliser nos propositions économiques. Mais l'essentiel est déjà là, en partage.

Vos propositions sont finalement assez néo-keynésiennes et peu ouvertes à la dimension écologique. Partir de ce vieux pour faire du neuf, n'est-ce pas un peu contradictoire ?

P. M. : D'abord, même si nous ne nous sommes pas étendus sur ce sujet dans le livre, nous sommes vraiment attentifs aux réponses anti-productivistes émergentes. La croissance est devenue un mythe, qui est de plus en plus synonyme de consumérisme imbécile et de destruction de l'environnement. Il faut donc sortir du désordre provoqué par les crises cycliques du capitalisme. En ce sens, la planification écologique est importante, Liêm vient de le souligner. Cela posé, adopter une lecture néo-keynésianisme présente un intérêt majeur : elle parle aux éléments les moins politisés de la gauche ; elle rassure donc puisqu'elle part de la manière dont les gens perçoivent la réalité. C'est ce que nous décrivons dans le livre : même dans la situation de crise actuelle, même dans le cadre capitaliste actuel ; avec ces 41 milliards de cadeaux fiscaux au patronat, nous aurions pu mettre en œuvre des mesures sociales au profit des Français qui en ont le plus besoin. **● NATHANAËL UHL**



La Gauche ne doit mourir, manifeste des Socialistes affligés, éditions Les Liens qui libèrent.